

20 janvier 2016

Solidarité avec les Colombiens opposés à la privatisation massive de l'énergie

La vente, par le gouvernement colombien, de ses parts en tant qu'actionnaire majoritaire du générateur d'alimentation ISAGEN à une filiale de la société Brookfield Asset Management, basée à Toronto, soulève de graves préoccupations. ISAGEN, qui est basée à Medellín, est une des plus grandes compagnies d'électricité de la Colombie, comptabilisant six centrales hydroélectriques. Elle génère environ 16% de l'électricité consommée en Colombie. Selon les groupes de travail du pays qui se préparent à une grève nationale pour protester contre cette vente, cette privatisation remettrait en question la souveraineté du pays en électricité en la mettant entre les mains de multinationales. Cette privatisation massive des services publics essentiels ancre davantage les politiques néolibérales qui ont fait des ravages dans le pays. Ces politiques mèneront à des augmentations du prix de l'eau, à une perte à long terme des revenus de l'État, à des coupures dans les services publics et à davantage de chômage.

L'ancien maire de Bogotá et candidat à la précédente présidentielle, Gustavo Petro, affirme que la privatisation d'ISAGEN équivaut à la privatisation de l'eau du pays. Il s'agit là d'un geste imprudent qui intervient dans un moment critique où le pays souffre de pénuries d'eau dans plus de 238 municipalités et subit les impacts du changement climatique et d'El Niño. Cette vente affaiblirait considérablement la capacité de la Colombie à développer dans l'avenir les infrastructures d'énergie et à contrôler le marché de l'énergie et du gaz de manière autosuffisante.

Avec le haut niveau de corruption en Colombie, les opposants craignent que le président Santos utilise l'argent obtenu par cette vente pour boucher un trou financier dans ce pays où l'investissement pétrolier a connu un décrochage et la monnaie une chute d'environ 35% en un an.

Cette action va également à l'encontre des idées qui sont discutées à la table de négociation à La Havane et de l'appel pour la paix de la société civile, ce qui implique la justice sociale mais aussi la mise à profit des biens de l'État pour la majorité des Colombiens et non seulement pour les multinationales.

Au Canada, nous comprenons les conséquences de la privatisation. La province d'Ontario envisage de vendre une partie des parts de l'entreprise de transmission et distribution de l'électricité, Hydro One, dont la province possède présentement toutes les parts. Un

observatoire indépendant du budget de l'Ontario a confirmé que ce plan est un accord financier dévastateur pour le gouvernement et pour les habitants de l'Ontario. Comme les Colombiens, une grande majorité des Ontariens s'opposent à la privatisation d'Hydro One. Des centaines de municipalités de la province et plus de 40 chambres de commerce ont adopté des résolutions opposées au plan du gouvernement provincial.

Nous sommes solidaires avec les travailleuses et les travailleurs colombiens, avec le contrôleur général, avec les soixante-quatre sénateurs et avec bien d'autres personnes de la société civile qui s'opposent à cette affaire. Les protestations grandissent à mesure que des milliers de personnes prennent les rues à travers le pays ou font du piquetage devant la bourse colombienne à Bogotá.

British Columbia Government and Service Employees' Union
Canadian Union of Postal Workers
Colombia Working Group
Common Frontiers
L'Alliance de la Fonction publique du Canada
La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Ontario Public Service Employees Union
Projet Accompagnement Solidarité Colombie
Ontario Secondary School Teachers' Federation
United Steelworkers

Personnes-ressources

- **Ani Jubinville** – Coordinator - Projet Accompagnement Solidarité Colombie, 514 966 8421, info@pasc.ca
- **Raul Burbano** – Program Director - Common Frontiers, 416 522 8615, burbano@rogers.com